



# Paris/Berlin : de l'histoire à la durée ?

**Dominique David**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/4 Hiver** , PAGES 87 À 98

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300065

DOI 10.3917/pe.194.0087

Date de mise en ligne : 09/12/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-4-page-87?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Paris/Berlin : de l'histoire à la durée ?

Par **Dominique David**

**Dominique David** est conseiller du président de l'Ifri.

Le « couple franco-allemand » a historiquement légitimé la construction européenne, puis celle de l'Europe issue de l'effondrement bipolaire. Les images croisées de l'autre et les affirmations nationales suscitent aujourd'hui entre Paris et Berlin d'innombrables divergences. Mais dans le contexte de l'émergence des nouvelles puissances, du retrait américain, du Brexit, le binôme franco-allemand reste attendu et nécessaire pour définir la place des Européens dans un nouveau monde.

politique étrangère

On connaît la fable-express : « Deux pigeons s'aimaient d'amour tendre. Moralité : L'un d'eux s'ennuyait au logis... » Qui s'ennuie le plus, des Français ou des Allemands, de l'usure d'un couple qui nous assure à tout propos de sa fraîcheur ?

### **Tout une histoire**

Bien sûr, les choix fondamentaux remontent aux années 50 et 60. Et les années 1970 avec Giscard et Schmidt, puis les années 1980 avec le 25<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Élysée, comptent, pèsent dans la pérennisation d'un binôme central pour la construction européenne. Mais ce sont les années 1990 qui redéfinissent ce dernier dans le monde neuf que génère l'effondrement soviétique. Les équilibres globaux sont renversés en Europe. Et l'Allemagne réunifiée pèse d'un poids nouveau dans un enchevêtrement de géopolitiques inédit.

Dans cette nouvelle géographie, l'objectif français est d'encadrer la réunification allemande en recréant des équilibres dans le vide stratégique qui se creuse au centre et à l'est du Vieux Continent. L'insistance de François Mitterrand sur la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, la proposition d'avancées décisives dans la construction européenne, l'idée de la

«confédération européenne»<sup>1</sup>, qui eût évité un élargissement trop rapide de ce qui était alors la Communauté : tout renvoie alors, pour Paris, à l'acceptation d'une Allemagne unifiée mais sous surveillance. Les institutions de ce qui devenait l'Union européenne avec le traité de Maastricht, et la création de l'euro, voulaient tout autant «ancrer» – pour reprendre un terme alors souvent usité – l'Allemagne nouvelle dans une nouvelle Europe.

Du côté allemand, et en dépit des lourdes charges de la réunification, il s'agissait à la fois d'assumer et de domestiquer un nouveau sentiment national. De revendiquer son poids sans trop faire peur par l'importance démographique, la richesse économique, ou la redécouverte, au centre de l'Europe, d'une zone et d'une politique d'influence classiques. Ce double besoin se traduisait directement dans la posture allemande vis-à-vis de Paris. Depuis la fin des années 1940, la France a toujours eu une fonction de légitimation pour l'Allemagne fédérale. Ce fut encore le cas dans les années 90, où Paris était aussi la mesure nécessaire de la puissance allemande dans la nouvelle Europe. Le pays-partenaire vis-à-vis duquel il fallait s'affirmer (voir l'exigence d'un changement dans l'équilibre des représentations lors de la négociation du traité de Nice), avec lequel il fallait se comparer, même à contrecœur (voir l'investissement progressif, même si modéré, des Allemands dans les opérations militaires extérieures, qui s'amorce alors).

Les bons accords stratégiques scellent les intérêts divergents. Et c'est ici, une fois encore, le cas. Avec les années 1990, Paris et Berlin renouvellent les arguments de leur entente – tout en sachant que cette entente n'épuise pas leurs choix diplomatiques : l'Allemagne développe en centre-Europe une puissance que la France n'a pas ; et Paris entretient avec Londres des rapports diplomatico-militaires que la retenue allemande n'autorise pas.

### *Un binôme qui sait s'adapter*

La grande affaire des vingt ans qui suivent est, pour le binôme, la prise d'autonomie allemande. Premier signe : le *forcing* allemand pour la reconnaissance de la Croatie. L'auto-affranchissement, un peu plus tard, des règles du tout neuf Pacte de stabilité<sup>2</sup> redouble le premier. Et si l'Allemagne s'engage dans des opérations collectives usant de l'instrument

1. Concept avancé par François Mitterrand lors de son allocution du 31 décembre 1989, proposant d'unir dans un même système l'ensemble des pays du Vieux Continent, sans les États-Unis.

2. L'Allemagne, alors en difficulté économique pour respecter les règles fixées par le Pacte de stabilité adopté en juin 1997 (par exemple un maximum pour les déficits publics), fut le premier pays – avant la France – à s'en affranchir.

militaire hors frontières et zone OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord), c'est très prudemment, et sous des conditions qui définissent une personnalité propre – conditions qui s'avéreront, en Afghanistan par exemple, à la fois drastiques et baroques aux yeux de ses alliés.

Pour le binôme, le temps est aux adaptations renouvelées à des situations changeantes, sous un double parapluie : on ne peut mettre en doute la force que revendique le « couple » Paris/Berlin ; et les deux capitales s'assurent unies dans une stratégie de renforcement de l'Union européenne. Simplement : l'entente n'est pas évidente dans les cas concrets ; et dans le cadre de l'Union il faudrait parler de stratégies plurielles plutôt que de voix unitaire. La divergence est réelle, même si elle reste discrète, par exemple sur les temporalités d'élargissement de l'Union<sup>3</sup> – l'Allemagne poussant, la France freinant.

Mauvaise humeur à Nice. Unilatéralisme discrètement relevé à Berlin, s'agissant de la professionnalisation des armées françaises. Négociation séparée de Paris avec Londres pour les accords de Saint-Malo<sup>4</sup> – la vexation est du côté allemand, rattrapée quelques mois plus tard à Toulouse. Accord sur la non-intervention en Irak en 2003. Pas-de-deux, dans la suite, sur un éventuel « triangle » Paris/Berlin/Moscou. Divergence sur les exportations d'armes vers la Chine, et bien plus tard vers l'Arabie Saoudite. Unilatéralisme français fort critiqué pour la création de la mort-née Union de la Méditerranée, devenue la fugitive Union pour la Méditerranée<sup>5</sup>. Unilatéralisme allemand pour une sortie précipitée du nucléaire civil<sup>6</sup>. Accord complexe sur l'intervention de l'Alliance en Afghanistan. Divergences fortes – puis accord – sur la crise grecque. Puis sur l'accueil des flux d'immigrés de 2015. Silence relatif, ou remarqué, et répété, sur les propositions d'Emmanuel Macron pour la relance de l'UE. Coopération sur la crise ukrainienne. Mais divergences sur les relations à entretenir avec Moscou. Effusions autour du traité d'Aix-la-Chapelle...

Le bilan est complexe à dresser. Il comporte donc un sur-moi : l'affirmation répétée d'un binôme insécable ; et des images successives et contradictoires.

3. En direction des pays d'Europe centrale anciens membres du Pacte de Varsovie, ainsi que des pays baltes.

4. Accords franco-britanniques de décembre 1998 prévoyant la mise en place de moyens autonomes et crédibles de l'Union européenne pour intervenir dans la gestion des crises, ils préparent à la mise en place de la Politique européenne de sécurité et de défense.

5. L'Union pour la Méditerranée voit le jour en 2008, après l'expression de fortes réticences de l'Allemagne sur le premier modèle proposé par le président français Nicolas Sarkozy, et abandonné.

6. Dans la foulée du drame japonais de Fukushima, en 2011.

## Des images en perpétuelle mutation

C'est que chaque élément du binôme est perçu par l'autre à travers des images contradictoires. Berlin affiche, pour la France d'aujourd'hui, l'image d'une Allemagne plus indépendante, plus volontariste, voire affirmant intérêts et bonne conscience avec un brin d'arrogance – les philippiques contre l'Europe « du club-Med » n'arrangeant pas les choses. L'épisode grec lui a libéralement conféré la dégaine du Père Fouettard, du juriste gelé sur ses grimoires, arc-bouté sur des règles tenant peu compte des contingences sociales ou tout simplement humaines. La chancelière Merkel a certes su céder avec constance dans le cadre de l'Union ce qu'elle avait juré intouchable dans ses débats internes, rendant ainsi possible la sortie de l'acmé de la crise grecque. Mais le mal était fait : l'image d'une Allemagne assise sur ses excédents, insoucieuse de ceux des Européens à qui elle devait en grande part sa richesse, obnubilée par la stabilité budgétaire aux dépens de la dynamique économique et des investissements sera sans doute durable. Un même diagnostic de frilosité pouvant lui être opposé sur ses vues quant à l'avenir de l'Union européenne : visions très institutionnelles, brandissant l'avancée à 27 comme un mantra garantissant l'immobilisme, avec peu de souci du contenu politique concret d'un projet global européen.

À ces vues classiques se joignent deux autres images, plus récentes et contradictoires. L'une, positive, est héritée de la crise des migrations de 2015. Pour nombre de Français, l'Allemagne a quelque peu sauvé l'honneur du Vieux Continent – même et surtout si l'on est heureux que la France n'y ait pas été, elle, contrainte...

## Une Allemagne enviée et redoutée

Le rappel des droits de l'homme constituant toujours une basse continue de l'idéologie française moderne, que ceux-ci aient été honorés par une Allemagne proche apparaît légitime et bon – même si les jugements sur les politiques migratoires souhaitables sont, dans le fond, plus contrastés. Image inverse : celle qui sourd aujourd'hui d'une Allemagne dont l'économie pourrait être prise à revers par l'évolution du monde – qu'il s'agisse du ralentissement du commerce international, ou du défaut d'investissement de long terme, en définitive d'une Allemagne riche mais relativement insoucieuse de l'avenir des Européens et de son futur propre.

L'Allemagne est de ce côté-ci du Rhin tout à la fois admirée, enviée et redoutée. Elle reste proche, très proche. Le plus étonnant étant que les reproches accumulés n'aient nullement produit dans l'opinion française de mouvement de fond à l'encontre du très proche voisin. Les critiques des politiques allemandes existent certes, et les appels à la fermeté contre certains choix de Berlin. Mais l'opposition des projets n'est pas encore

perçue comme stratégique, et elle ne cristallise nul mouvement d'opinion. Comme si, dans cette opinion française, le binôme était toujours vu comme inévitable, en positif ou en négatif.

Si l'Allemagne rend les Français perplexes, la France énerve, dit-on, de l'autre côté du Rhin... On ricane à Berlin de la litanie des réformes non-entreprises, ou inachevées pour cause d'indiscipline de l'opinion française – la «réforme» étant devenue, depuis Schröder, la boussole des jugements politiques. Il est vrai que les données macro-économiques françaises (déséquilibres des échanges, dette publique, déficit budgétaire...) cadrent mal avec les habitudes ou exigences allemandes (lourds excédents extérieurs, «règle d'or» budgétaire, etc.) et que les pratiques politiques françaises s'accommodent mal de la sagesse allemande : non seulement la France renâcle devant la réforme, mais elle le dit dans la rue, dans des mouvements populaires profonds dont elle a le secret – les Gilets jaunes... –, et qui détournent régulièrement les gouvernants de Paris de leurs vertueuses et électorales proclamations. Bref, la France serait ingouvernable par la vertu – c'est-à-dire, pour Berlin, par la règle et le droit – : péché capital outre-Rhin.

À ces considérations de conjoncture vient s'ajouter un élément sans doute plus profond, qui tient à l'appréhension du monde. Pour les Allemands, l'expression «Grande Nation» est moqueuse. Pour les Français, elle dit seulement qu'un peuple, un État, doivent avoir une vision du monde et y agir. L'histoire allemande, son héritage du xx<sup>e</sup> siècle, génèrent à juste titre outre-Rhin une méfiance fondamentale pour l'action extérieure, surtout quand elle est diplomatico-stratégique, ou pire militaire. À ce titre, la France est vue comme une héritière du passé, maniant ses reliefs militaires autour de rêves décalés, digérant mal la perte de son empire colonial et la *diminutio capitis* de l'après Seconde guerre mondiale. Certes, l'Allemagne semble s'aviser, au moins dans ses sphères dirigeantes, de ce que le monde ne peut être géré par le droit et les ententes multilatérales, de ce que les rapports de forces subsistent, de ce que les puissances – et les méchants – survivent, qu'on ne peut rappeler à la raison par la seule exhibition de la vertu. Mais les différences d'approche restent flagrantes.

D'un côté la France, très ancien État-nation forgé autour de la puissance militaire et d'une conception récurrente de l'équilibre des forces sur le continent européen – et qui sut souvent en tirer avantage, dans les moments de victoire comme dans les moments de défaite (voir le système du Congrès de Vienne). Un pays à qui son extraversion géographique, diplomatique, et ses moyens militaires sont censés donner sinon un destin du moins des ambitions mondiales. De l'autre, une nation plus

récente, dont les ambitions globales se sont fracassées sur deux guerres mondiales catastrophiques. Un pays à la géographie stratégique plus bornée (ce qui ne saurait signifier : moins efficace...), plus emprise au continent européen ; et dont les drames du xx<sup>e</sup> siècle viennent conforter la vieille culture juridique – comme si le droit pouvait, contre la violence, accoucher de l’histoire. D’un côté, à Berlin, on redoute d’être entraîné par le cynisme de puissance de Paris, pour qui tout finit en politique, c’est-à-dire en rapport de forces. De l’autre, à Paris, on plaint les illusions d’un peuple secoué par l’histoire, retournant en enfance pour croire que tout peut finir en morale.

Toutes ces attirances et ces contradictions ont leur écho dans les pratiques bilatérales du binôme. Il n’existe sans doute pas de couple d’États dont les échanges soient, au quotidien, si nombreux, institutionnels, formels ou informels. Mais quand il s’agit de célébrer un anniversaire, donc de trouver un cadeau original ou simplement cérémoniel, la perplexité s’exhibe, comme dans le récent traité d’Aix-la-Chapelle, où une bonne volonté partout proclamée peine à cacher l’impuissance à orienter sur l’avenir le destin commun.

Le binôme franco-allemand n’aurait-il de perspective que lui-même ? Son projet serait-il simplement de perdurer parce que l’inconnu serait pire ? N’aurait-il aujourd’hui de fondement que son passé ?

### **Se redéfinir dans un nouveau monde**

Dans un monde qui n’a plus grand-chose à voir avec les réalités ou les rêves du début des années 1990, comment se positionnent les deux pays ; et ces positions, dictées d’abord par leurs héritages nationaux, peuvent-elles s’articuler jusqu’à cristalliser dans une stratégie commune ?

Quelle vision du monde ont les deux pays ? De par leur histoire et leur poids démographique et économique, ils ne peuvent éviter d’avoir une certaine « vision mondiale ». On a rappelé l’extraversion française, part de la définition même de l’être national. Mais l’Allemagne, en tête des puissances exportatrices du monde, et dont les marchés s’étendent jusqu’en Chine, pourrait-elle faire l’économie d’une telle vision ? Certes non. Pourtant, elle pourrait être tentée par un modèle d’affirmation d’une puissance mondiale civile – commerciale et financière. Longtemps frustrée des moyens diplomatico-militaires de l’influence à la suite de la Seconde guerre mondiale, l’Allemagne a en effet largement privilégié des moyens d’action civils : déploiement commercial, aide économique, action des fondations politiques, etc.

Pour les rapports avec la France, la posture allemande pose, dans cet ordre d'idées, un double problème. Tout d'abord les régions concernées par nos visions nationales ne sont pas les mêmes. Dans l'environnement proche, l'Allemagne regarde à l'Est et au Nord, quand la France a en grande partie construit son destin historique sur la maîtrise de son Sud. De plus, s'il s'agit d'affirmer une vision et une pratique civilo-centrées, l'Allemagne a sans doute moins besoin du partenaire français que celui-ci n'a désormais besoin de la puissance allemande pour développer une stratégie plus diplomatico-militairement centrée.

## Le facteur Trump, le facteur Brexit

Autrement dit, sur le moyen terme, l'Allemagne peut imaginer rester une puissance commerciale et économique dominante sans la France – ou plutôt sans rapport particulier avec la France, au-delà de ce qui existe. Quand la France pourrait avoir quelque difficulté à résoudre les problèmes de stabilité et de sécurité de ses environnements qu'elle identifie comme dirimants, sans l'aide de son plus lourd allié européen : l'Allemagne.

Deux éléments d'actualité s'invitent ici dans le débat : la présidence Trump et le Brexit. La présidence Trump affirme violemment – impoliment – le nouveau cours américain. Afin de sauvegarder leur position dominante, les États-Unis se rétractent sur les éléments fondamentaux de leur puissance, pour les faire peser dans les régions du monde qu'ils jugent *hic et nunc* décisives. À cet égard, Trump ne dit rien d'autre que ce que suggérait Obama, avec son début de désengagement moyen-oriental, son discret dédain de l'Europe, et son basculement vers le Pacifique. L'éloignement des États-Unis des problèmes européens est un fait – ces derniers ne retenant leur attention que dès lors qu'ils leur semblent, à tort ou à raison, concerner les équilibres globaux : alors Washington prend-elle fugitivement l'Ukraine pour un élément stratégique d'importance... Washington ne quitte pas l'Europe : cette dernière est encore trop importante dans l'équation globale de la puissance mondiale, et elle pèserait trop comme concurrente économique non tenue par la solidarité atlantique. Mais sous les protestations de fidélité à l'article 5 du traité atlantique – protestations au demeurant très crédibles : s'il était mis en œuvre, c'est que la puissance américaine serait aussi directement en cause –, le doute s'installe. Et, paradoxalement, le doute est plus audible, plus clairement exprimé ces derniers temps en Allemagne qu'en France, comme en témoignent les déclarations d'Angela Merkel.

Quant au Brexit, il a toutes les chances de détraquer durablement les relations entre les trois puissances dominantes – jusqu'ici – de l'Union européenne. Les conditions mêmes de l'interminable et baroque séparation, les divisions profondes des peuples du Royaume-Uni, l'inévitable

accrochage à venir à Washington en position de *junior partner*, les conséquences budgétaires forcément négatives pour Londres au moins à court et moyen termes : tout empêchera la Grande-Bretagne de préserver sa place et son poids diplomatique aux côtés de ses ex-partenaires européens. Elle peut rester un partenaire commercial important pour les Européens, un partenaire technique privilégié pour la France, au Conseil de sécurité et dans le domaine militaire. Mais comment bâtir un projet stratégique avec un pays qui, passé le vaudeville du Brexit, ne peut voir son avenir que dans la construction d'un paradis fiscal aux dépens de l'UE ? Et s'imaginer toujours dansant autour de deux fantasmes hors d'âge : le *Rule Britannia* et le *Special Partnership* ?

On aurait pu croire que ces deux circonstances massives – éloignement américain et Brexit – souderaient Paris et Berlin dans un nouveau progrès commun vers l'autonomie européenne en tous domaines. Mais non. La France réaffirme sa stratégie « gaullienne » de construction du personnage européen ; quand l'Allemagne hésite, balance : entre l'humeur d'une chancelière préconisant que l'Europe se prenne davantage en main (sans préciser plus avant la voie), un atlantisme traditionnel dont on n'arrive pas outre-Rhin à prévoir le deuil, et la peur du face-à-face avec Paris qui, Brexit aidant, pourrait conduire Berlin à se tourner encore un peu plus vers l'est de l'Europe, à s'isoler, ou à penser survivre en privilégiant ses exportations asiatiques.

*Nous sommes d'accord sur tout, mais sur quoi ?*

Le bilan du couple est ainsi rude : les partenaires ne sont d'accord sur rien sauf sur le fait qu'ils doivent être d'accord, et qu'ils sont des partenaires insécables – comme semblent le montrer les aléas de la constitution de la Commission Von der Leyen. Sur l'avenir de l'Union, les propositions allemandes sont floues, et privilégient souvent des réformes institutionnelles (la prééminence du *Spitzenkandidat*, ou l'élection directe du président du Conseil par exemple), quand Paris affiche plus des objectifs politiques.

Sur les élargissements, la récente brouille sur les Balkans est plus qu'une fâcherie conjoncturelle, en ce qu'elle témoigne de conceptions différentes de l'Union : celle-ci doit-elle être un système de stabilisation en expansion, ou un acteur gardant les moyens d'agir, y compris en faveur de ses voisins proches ? D'autant qu'au même moment, Berlin refuse l'augmentation du budget de l'Union proposée par Paris... Sur l'avenir de la zone euro, les divergences sont tout aussi fortes. Pas d'accord sur les voies et moyens de la convergence des économies – sinon par un

improbable alignement sur les choix budgétaires et économiques berlinois, au moment où ils s'avèrent particulièrement contestables ; pas d'accord sur le rôle du budget de la zone proposé par Paris ; pas d'accord en général sur les propositions du président français sur la réforme de la zone euro. Sur la transition énergétique : l'accord est beau et public, et les décisions unilatérales et contradictoires – voir la sortie précipitée de l'Allemagne du nucléaire et la hausse de ses émissions de gaz à effet de serre. Sur la Russie : on aurait pu croire que l'action commune envisagée depuis des décennies, concrétisée dans le « format Normandie » sur l'Ukraine, conduisait les deux capitales vers une approche concertée – il n'en est rien, et les récentes ouvertures (unilatérales) du président Macron ont été discrètement critiquées à Berlin – tout comme ce qui est, *mezza voce*, épinglé comme le « cavalier seul » de certaines initiatives françaises vis-à-vis de l'Iran...

Quant au domaine militaire, il est sans doute celui où l'affichage le plus résolu cache les divergences les plus grandes. Ici comme ailleurs, le mirage juridico-institutionnel allemand est invasif, avec les appels à la constitution d'une « armée européenne » – au moment même où Berlin regarde avec quelque distance l'Initiative européenne d'Intervention promue par le président français<sup>7</sup>. Mais une armée européenne pour quoi faire, avec quoi et où ? Pour montrer la même efficacité que la Brigade franco-allemande, le Corps européen ou les Groupements tactiques multinationaux – dont aucun n'a jamais été utilisé ? Quant aux admirables engagements d'agir en commun du traité d'Aix-la-Chapelle – soutien mutuel en cas d'attaque extérieure, actions pour renforcer la dimension défense de l'UE, renforcement de la culture commune de défense et déploiements, développement de programmes d'armements, négociations sur les exportations d'armements conçus en commun, renforcement du rôle du Conseil de défense et de sécurité franco-allemand... –, qui les prend pour des nouveautés ?

## Affichages et divergences militaires

Le problème est bien ici fondamental. Il touche à l'appréciation qu'a chacun des pays des dangers potentiels de l'avenir, des espaces concernés, des stratégies et des moyens pour y répondre. Nos voisins allemands pensent-ils qu'ils pourront toujours se contenter d'aligner des « soldats de la paix » ? Ou que la méchanceté des hommes les poussera parfois à se défendre, mais seulement dans le cadre d'une défense territoriale – que, par parenthèse, ils savent très bien ne pouvoir mener seuls ? Pensent-ils

7. Proposée en 2017 par Paris, elle se concrétise en juin 2018 par un accord entre 9 pays européens, et vise à mettre en place les conditions d'engagements opérationnels conjoints.

toujours que leur force économique les dispense de penser leur force stratégique et militaire, et donc de dépenser pour la construire à hauteur de leur richesse ? Croient-ils vraiment que la dimension morale du « tous ensemble » européen peut racheter les impuissances du mouvement commun ? Quand la France a proposé une Coopération structurée permanente destinée à une construction opérationnelle entre volontaires pour aller plus vite et plus loin, l'Allemagne s'est empressée de dissoudre l'idée dans un grand lit réunissant la quasi-totalité des membres de l'Union – forcément autour des plus petits dénominateurs communs<sup>8</sup>.

### Se re-marier ?

On s'aime un peu. On s'ennuie ou s'énerve, c'est selon. On n'est d'accord sur rien – ou sur pas grand-chose. On fait bonne figure le dimanche – dans les rencontres officielles –, ce qui n'empêche pas, derrière, de dire du mal de la belle-famille. Pourtant, si l'on ne s'accorde plus sans y repenser (on négocie désormais âprement), on sait qu'on ne se séparera pas : en gros à cause des enfants et des voisins.

Les enfants : les générations nouvelles sont certes différentes en France et en Allemagne – plus ou moins vertes ici ou là, plus ou moins « pacifistes » ici ou là –, mais elles ont grandi dans l'idée que les deux pays forment un ensemble ouvert, humain, moral, au-delà de divergences politiques portées par « les anciens ». À cet égard, c'est l'unité des deux pays, longuement construite par la proximité de leurs jeunesses, qui représente la rédemption de l'Europe – une rédemption payée si cher, après-guerre, par les Allemands.

Les voisins : la marche commune, la complicité politique franco-allemande énerve dans l'UE. Mais, en dépit de leurs mauvaises humeurs, nos partenaires savent bien que le « condominium » franco-allemand est un mythe, et que l'entente de Paris et Berlin, les deux puissances dominantes du continent, est en tous points nécessaire. S'il n'y a qu'un couple franco-allemand, l'Europe tousse. Mais s'il n'y a plus de couple franco-allemand, l'Europe s'arrête, voire se défait.

La redécouverte de la brutalité du monde – re-nationalisé par le retour des puissances – pourrait renvoyer Berlin et Paris vers leurs mauvaises tentations : la sur-moralisation post-nationale pour la première, le surinvestissement sécuritaire pour la seconde. Les responsables politiques, de

8. Cette Coopération structurée permanente a été établie par le Conseil européen entre 25 États-membres en décembre 2017.

chaque côté du Rhin, semblent en être conscients. Eux, peuvent sauver le couple qui s'ennuie. Même au profit d'un partenariat plus moderne, puisque les Allemands n'acceptent qu'avec réticence et quelque dédain l'idée de couple, chère aux Français.

En définitive, c'est sa seule évidence qui fait la force du binôme franco-allemand.

Dans une Europe menacée d'émiettement à l'instar de nombre d'autres régions, surprises à la fois par le retrait des grands parrains et par l'affirmation de multiples souverainetés à effets régional ou local, le binôme franco-allemand montre un poids géopolitique – par sa position, qui réunit vaille que vaille le Nord et le Sud, et l'Est et l'Ouest de l'Europe –, une raison historique – l'incarnation de la réconciliation, même si celle-ci est moins sensible aux générations de l'Ouest qu'ailleurs –, un poids économique déterminant, et demain combinée la force militaire centrale du continent. Le binôme peut exaspérer quand il est malhabile, mais il est et reste un pivot nécessaire dans toute optique de construction et de maintien d'une unité européenne.

Certes, il ne peut plus fonctionner seul. Tous ses États-membres ont une légitimité démocratique à décider du destin de l'Union ; et certains ont des arguments de poids, décrits par leur démographie ou leur économie. Mais la France et l'Allemagne peuvent et doivent demeurer leader, étant entendu que leader ne signifie ni maître ni dictateur.

Le retour à l'évidence, et à l'efficacité, franco-allemandes reste possible à deux conditions, fondamentales. Tout d'abord que la confiance demeure, entre les deux capitales. Elle tient, mais vacille désormais trop souvent. Il semble qu'aujourd'hui la France exprime plus son besoin d'Allemagne que l'Allemagne son besoin de France. La désorganisation rampante du monde, qui progresse, peut rééquilibrer les choses, et les désirs. La défiance de l'Allemagne vis-à-vis d'une France futile et semi-sudiste, la défiance de la France vis-à-vis de l'instituteur riche et pacifiste allemand, peuvent s'estomper. Mais sans alignement. Berlin ne peut espérer que l'Europe entière se range derrière les recettes économiques allemandes – ce qui d'ailleurs entraînerait le naufrage de ces dernières – ; et Paris ne peut espérer que Berlin s'aligne sur des fantasmes diplomatico-stratégiques en grande part hérités de l'histoire de la « Grande Nation ». Sur chacun de ces domaines – économique et stratégique –, chacun doit faire un pas vers l'autre. La construction d'une culture stratégique commune, objectif proclamé depuis des décennies, ne pouvant être la réduction de la culture de l'un à la culture de l'autre.

Reste une question essentielle : que voulons-nous construire ensemble en Europe, au-delà de la solidarité franco-allemande ? Le débat est loin d'être tranché. Il ne porte pas sur la nécessité de stabiliser le continent européen de la manière la plus large possible. Mais sur les modalités institutionnelles pour y parvenir. La scène internationale est en marche vers un nouveau multilatéralisme, ou vers une absence de multilatéralisme organisé qui se traduirait par une anarchie accommodée d'accords régionaux fondés sur de nouveaux rapports de puissances. Dans l'un et l'autre cas, quelle doit être la position de l'Union européenne ? Si c'est celle d'un simple système de stabilisation, la décision politique sera renvoyée à ses nations-composantes, largement impuissantes au temps des grandes émergences. Si l'Europe doit se doter d'une capacité de décision et d'action à l'échelle internationale, à l'échelle du monde, cela ne peut évidemment se faire par accord unanime entre 27, voire plus de 30 États à pouvoirs de décision similaires. Il faut donc sans doute penser un continent différencié, au cœur duquel, justement, la France et l'Allemagne auraient tout leur rôle de mentor et de garantie.

Dans les débats qui, on peut l'espérer, vont enfin s'ouvrir en Europe sur notre destin dans un nouveau monde, Paris et Berlin peuvent conforter une solidarité jamais disparue parce que reposant sur le seul sentiment qui compte – est-ce amour, ou signe d'amour ? – : savoir que l'on ne peut se passer l'un de l'autre, et que les autres ne nous imaginent pas l'un sans l'autre.



---

#### Mots clés

France  
Allemagne  
Couple franco-allemand  
Union européenne